



L'«effet Trump» divise l'opinion européenne

Par [M. K. Bhadrakumar](#)

Mondialisation.ca, 20 novembre 2016

[Indian Punchline](#) 14 novembre 2016

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Les résultats des deux élections présidentielles tenues dimanche en Bulgarie et en Moldavie mettent en évidence que les vents du changement soufflent sur les flancs ouest de l'Eurasie. Dans une certaine mesure, ils peuvent être nommés les signes précoces de l'«effet Trump». Dans les deux élections, des candidats «*pro-russes*» l'ont emporté de manière convaincante (voir [ici](#) et [là](#)).

Dans les deux cas, le débat se résumait principalement à la question de savoir si le sort de la Bulgarie et de la Moldavie serait meilleur avec l'Union européenne ou si elles devaient se réaligner avec la Russie. La réponse est claire.

La quête ouverte pour l'adhésion à l'UE n'a plus d'attrait pour la Moldavie, tandis que la Bulgarie semble découragée par son statut de membre de l'Union. D'autre part, la Russie est *réelle* et elle est à côté. Les résultats de l'élection d'hier constituent un coup pour le prestige de l'UE. En effet, l'influence de Moscou se répand en Europe de l'Est.

C'est aussi un mouvement de balancier à gauche en termes politiques. Il y a beaucoup de mécontentement avec les «*réformes*», la corruption rampante, etc., dans les deux pays. Le sentiment russophile est très important, et il y a un désir de stimuler le commerce avec la Russie pour surmonter les difficultés économiques. Il y a également le fait que les partisans locaux de l'Ouest sont discrédités dans les deux pays.

En Moldavie, seulement environ 30% de la population trouvent l'UE attirante, tandis que 44% soutiendraient leur pays s'il rejoignait l'Union économique eurasiatique dirigée par Moscou. Curieusement, 66% des Moldaves ont confiance en Vladimir Poutine ; en comparaison seulement 22% font confiance aux paroles de Barack Obama.

Dans le contexte de la victoire électorale de Donald Trump aux États-Unis, il sera intéressant d'observer ce que ces tendances vont donner. Le président élu en Bulgarie, Rumen Radev, a appelé à mettre fin aux sanctions de l'Union européenne contre la Russie. Il argumente que Sofia pourrait être pragmatique dans son approche de l'annexion de la Crimée par la Russie. (Ceci nonobstant la longue histoire des loyautés divisées de la Bulgarie entre la Russie et l'Europe.)

Dans sa phase de «*canard boiteux*» [*fin de mandat, NdT*], l'administration Obama cherchera à faire pression sur l'UE pour étendre les sanctions contre la Russie pendant une nouvelle période de six mois après décembre. Mais Trump marchera-t-il dans les pas d'Obama lorsque le problème resurgira au milieu de l'année prochaine ? Il est peu susceptible de manifester le zèle «*messianique*» d'Obama pour «*contenir*» la Russie. Voilà comment le consensus européen sur les sanctions contre la Russie peut éclater, parce que de nombreux

pays en Europe ressentent la pression américaine et préfèrent rétablir les liens économiques et commerciaux avec la Russie.

C'est intéressant, Trump peut également avoir de la résonance dans la Vieille Europe. Le dirigeant du Parti travailliste britannique, Jeremy Corbyn, a adressé en fin de semaine un étonnant appel aux dirigeants occidentaux à «*démilitariser*» la frontière entre l'Europe de l'Est et la Russie ou à risquer une nouvelle Guerre froide. Il a dit que l'Ouest ne devait pas accumuler des forces aux frontières de la Russie. Corbyn a déclaré sur la *BBC* :

«J'ai beaucoup, beaucoup de critiques à faire à Poutine, sur les violations des droits de l'homme en Russie, sur la militarisation de la société. Mais je pense vraiment qu'il devrait y avoir un processus... Démilitariser la frontière entre les actuels pays membres de l'OTAN et la Russie, donc que l'on éloigne ces forces et qu'on les garde éloignées afin d'arriver à une sorte d'arrangement. Nous ne pouvons pas retomber dans une nouvelle Guerre froide.»

Corbyn a aussi fait une suggestion réfléchie, celle que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), dont la Russie fait partie, pourrait remplacer l'OTAN en tant que forum pour résoudre les problèmes dans la région.

En effet, un certain emballement a déjà commencé par rapport à la sécurité en Europe même avant que Trump ne prenne le relais dans le bureau ovale. D'ailleurs, le Premier ministre tchèque Bohuslav Sobotka a dit dimanche que les déclarations américaines sur l'installation possible en République tchèque d'un radar fonctionnant en relation avec le bouclier antimissile états-unien étaient de la pure fiction.

Il a dit : «*Un radar sur le territoire de la République tchèque représenterait une nouvelle escalade dans les relations avec la Russie. Nous devons utiliser la fenêtre qui s'ouvre après l'élection de Donald Trump pour avoir les États-Unis et la Russie assis à la même table.*» Sobotka a souligné que le principal problème de sécurité de l'Europe de l'Est aujourd'hui est de mettre fin à la guerre en Syrie.

«*Les États-Unis ont une influence considérable sur la situation en Syrie, la Russie a une influence considérable. Donc il est nécessaire d'utiliser ces éléments*», a-t-il dit, ajoutant que Donald Trump peut instaurer une coopération plus efficace avec la Russie en Syrie.

La question, cependant, est que Trump n'a pas encore pris position sur l'OTAN et que ce ne sera pas facile pour lui de chercher à séparer l'Amérique de l'alliance occidentale. Pour le dire simplement, l'Europe n'est pas prête à un avenir post-OTAN. Il y a une crainte palpable dans de nombreux milieux (tant aux États-Unis qu'en Europe) que si les États-Unis se retiraient d'Europe, la Russie avancerait et manifesterait un comportement plus affirmé en Europe de l'Est.

Dans un article paru ce week-end, le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a lancé un appel passionné à Trump, indiquant que ce n'est pas le moment pour les États-Unis d'abandonner l'OTAN. Il a invoqué ostensiblement les perceptions de la menace que constituerait une Russie «*plus affirmée*». L'article est [ici](#).

Le résultat est que l'opinion européenne est divisée. La Grande-Bretagne, la France et la Hongrie ont refusé d'assister à une réunion controversée des ministres européens la nuit dernière à Bruxelles, réunion soutenue par l'Allemagne, pour définir l'approche du bloc

européen par rapport à l'élection de Trump. Le désaccord au sein de l'UE sur le vote américain est patent. Le bouillonnant secrétaire britannique aux Affaires étrangères Boris Johnson a publiquement réprimandé les politiciens de l'UE pour qu'ils mettent fin à leurs lamentations à propos de Trump. (*Daily Mail*)

Fait intéressant, le premier politicien étranger que Trump a rencontré après son élection était Nigel Farage, le militant populiste qui a fait campagne pour le Brexit.

MK Badhrakumar

Article original en anglais : ['Trump effect' divides European opinion](#), Indian Punchline, 14 novembre 2016

Traduit par Diane, vérifié par Wayan, relu par Catherine pour [le Saker francophone](#)

La source originale de cet article est [Indian Punchline](#)
Copyright © [M. K. Bhadrakumar](#), [Indian Punchline](#), 2016

Articles Par : [M. K. Bhadrakumar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca